

A l'évidence, ces derniers auront été comblés : à l'intéressant et positif échange qui pouvait avoir lieu entre les deux historiens présents (Danielle Tartakowski pour le PCF et Pascal Ory pour le PS) et celle qui a été censurée en dernière heure (Madeleine Rébérioux), s'est substitué un échange d'invectives entre Marchais et Jospin, où la vérité historique est apparue comme une matière maléable destinée avant tout à forger des armes contre l'adversaire dans la lutte d'aujourd'hui.

En un mot, sûre de son fait, la télévision avait choisi ce mardi soir de verser sa goutte d'huile sur le feu de la division PS-PC. Opération apparemment réussie.

Mais qu'en ont pensé les téléspectateurs, et plus particulièrement les adhérents des deux partis représentés sur le plateau ? Il est évidemment difficile, voire impossible de répondre de manière complète à cette question. Voici cependant quelques pistes et quelques éléments de réflexion, recueillis auprès de trois militants — deux du PCF et un du PS — chez qui les points communs l'emportent sur les divergences : outre de solides connaissances historiques, ils sont en commun leur participation au mouvement «d'Union dans les luttes». Qui plus est, et c'est là tout le symbole, ils ont regardé ensemble le film et le débat qui l'a suivi.

Premier point de discussion, le Congrès de Tours lui-même. Chacun a convenu de son importance historique, mais aussi du fait que les problèmes ne se posent plus du tout dans les mêmes termes aujourd'hui. «Deux éléments ont été déterminants, dit une militante du PCF, ancienne collaboratrice de l'institut Maurice Thorez, c'est d'abord le formidable élan d'enthousiasme né de la Révolution d'Octobre, et c'est ensuite le rejet des modes de fonctionnement du parti socialiste de 1905, avec son parlementarisme et ses magouilles de couloir. Qui oserait dire, soixante ans après, que l'URSS suscite l'enthousiasme, et que le fonctionnement du PC — je ne sais pas si on peut parler de centralisme démocratique — ne pose pas de problème ?». Pour le militant du PS, «hors tendance» tient-il à préciser, «Ça fait drôle d'entendre Blum se réclamer de la dictature du prolétariat. Mais il ne faut pas oublier qu'à l'époque, tout le monde pensait la révolution proche». Outre des remarques de forme, le film écrit par Ellenstein appelle aussi une critique, unanime : on n'y voit pas assez les conciliabules de couloir qui ont eu lieu jusqu'au dernier moment entre ce qu'on pourrait appeler un «centre droit» (Longuet), et un «centre gauche» (Cachin, Frossard).

Autant de questions que les uns et les autres auraient aimé voir discutées sérieusement à l'issue du film. Il n'en fut rien, bien sûr, et les quelques velléités de Danielle Tartakowski furent vite brisées par Marchais. Les premiers propos de celui-ci firent d'ailleurs bondir Yves, militant du PCF et membre d'un CUB en Seine-Saint-Denis : «Oser dire que le film est pessimiste ! Voilà le type même du raisonnement stalinien : camarades, la division du mouvement ouvrier est positive, car elle a permis de clarifier les choses ! Camarades la rupture de 1977 est positive, parce qu'elle a révélé la vraie nature du PS ! Camarades, les divisions du 1^{er} Mai sont positives, car elles révèlent ceux qui veulent l'action et ceux qui ne la veulent pas !

Le Congrès de Tours aux *Dossiers de l'écran*

Etonnante télévision française ! Après nous avoir proposé tant de films insipides et/ou réactionnaires, ne voilà-t-il pas qu'elle diffusait, l'autre mardi, un film sur le Congrès de Tours, événement important dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Et en prime, cette même télévision nous offrait, sur un plateau, un débat qui tend à devenir rarissime : Marchais, qu'il est inutile de présenter, face à Jospin, numéro deux en titre du Parti socialiste. On aura aussitôt compris que la soirée du 29 avril, sur *Antenne 2*, n'était pas placée sous le signe d'une soudaine transformation de la télévision française, mais plus simplement sous le signe d'une «polémique» à gauche qui ravit les maîtres du petit écran.



Le plateau des *Dossiers de l'écran*, de gauche à droite : Pascal Ory, Lionel Jospin, Joseph Pasteur, Georges Marchais, Danielle Tartakowski.

Au delà de la possibilité ou non de voir les projets d'états-majors se réaliser, un point apparaît comme acquis pour les trois militants présents, c'est que ces projets d'états-majors ne vont effectivement pas dans le sens des intérêts. Tout naturellement, c'est donc la question d'une autre perspective qui se trouve posée, et c'est là, sur ce point, qu'intervient le militant du PS : «Il y a les divisions factices et celles qui ne le sont pas. Que Marchais et Jospin s'engueulent, je trouve ça logique, mais je n'aurais pas l'idée de dire des camarades du PCF ici présent qu'ils sont des moscou-taires, comme je n'accepterais pas qu'on dise de moi que je suis contre les luttes ou pour les interdits professionnels. Nous sommes en réalité nombreux, au PCF comme au PS, à refuser les perspectives de nos partis. Alors entre nous, et avec tous ceux qui le veulent, ne convient-il pas de définir justement de nouvelles perspectives ?»

Parti du Congrès de Tours, ce débat en est donc arrivé très vite au problème central, qui est effectivement celui de la définition et l'affirmation dans notre pays d'une autre perspective. La réalité des clivages qu'il convient de surmonter est ici apparue avec netteté. Si Yves, par exemple, parle avec raison en terme de perspectives révolutionnaires «parce que la transformation radicale de l'ordre ancien, ça s'appelle bien la révolution», sa camarade du PCF estime, elle «qu'il serait utopique de définir aujourd'hui les conditions du changement». Derrière ces hésitations, sans doute faut-il voir, plus qu'un refus de l'action révolutionnaire, un septicisme quant aux capacités et à la détermination de la classe ouvrière.

Par contre, et de manière quelque peu contradictoire, la même militante défend avec force l'idée du parti : face au camarade du PS qui, lui, affirme que «de nouvelles perspectives émergeront de mouvements comme celui des CUB, ou d'autres qui se créent ou se créeront dans le cours de l'action».

«Le grand fossé»

Les questions soulevées à partir des tristes polémiques entre Jospin et Marchais ce soir-là n'auront évidemment pas trouvé de réponses communes dans l'espace d'une discussion. Il n'empêche qu'elles attestent d'une réflexion importante, et qui s'appuie sur une volonté commune d'avancer, pour dépasser les fausses querelles et les fausses divisions.

S'il est bien vrai que pour transformer réellement les choses il convient d'abord de se poser les vrais problèmes, force est de constater qu'il y avait bien, ce mardi soir, un «grand fossé» (pour reprendre le titre du film) entre les propos d'un Marchais ou d'un Jospin, et les réflexions des militants réunis devant leur écran de télévision. D'un côté une volonté réciproque de disqualifier l'autre pour s'assurer un rapport de force favorable, tout en se proclamant le seul garant du changement. De l'autre la volonté commune de réfléchir sur de réelles perspectives de transformation, et sur les moyens de les forger.

Cette division là, qui n'est pas celle de la base et du sommet, mais celle qui sépare la sclérose d'une réelle volonté d'avancer, tout le monde a convenu de son bien fondé.

Et si *Le Grand fossé* séparerait ceux qui veulent surmonter les divisions et ceux qui les provoquent ?

Par Nicolas DUVALLOIS

Je ne dis pas qu'il faut à toute fin éviter les divisions, qui sont parfois inévitables. Mais oser s'en réjouir !...

Quelles perspectives pour le changement ?

Poser ainsi le problème, c'était de fait aborder la question des divisions d'aujourd'hui, et de leur conséquences. Une anodine question transmise au standard de SVP a d'ailleurs lancé véritablement le débat, sur le plateau comme chez les militants regardant l'émission : «Au fond, qu'est-ce qui sépare aujourd'hui le PCF et le PS ?». Yves n'a été surpris ni par la réponse de Marchais, ni par celle

de Jospin : «Ça fait déjà longtemps qu'on entend ce type d'argumentation : pour la direction du parti, la logique du PS mène inévitablement au soutien des interdits professionnels en Allemagne, ou à la collaboration de classe des travaillistes britanniques. A l'inverse, pour les socialistes, la logique du PC ne peut conduire qu'au goulag. Belles perspectives !»

Effectivement, ces perspectives-là ne sont guère enthousiasmantes, mais n'y a-t-il pas quelques raisons aux accusations réciproques des états-majors ? Ici, les avis divergent sensiblement. Pour la militante du PCF, «dans l'absolu, on peut évidemment concevoir un danger à ce que le PC, tel qu'il est aujourd'hui, soit

seul au pouvoir. Mais c'est strictement impossible. Le danger social-démocrate me semble plus important, parce que plus concret : la possibilité d'un gouvernement Giscard-Rocard ne doit pas être écarté et ce gouvernement mènerait dans notre pays la même politique qu'en Allemagne».

Yves, quant à lui, acquiesce à cette idée, mais c'est pour ajouter aussitôt «qu'on ne peut définir les projets des partis indépendamment de leurs militants. Je connais bien le PC, et je peux affirmer que nous serions des milliers à nous opposer à notre direction si elle voulait entraîner le pays dans la voie du goulag. Je pense qu'il en est de même au PS».